



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

### Déficit commercial

Question au Gouvernement n° 4685

#### Texte de la question

#### DÉFICIT COMMERCIAL

**M. le président.** La parole est à Mme Véronique Louwagie.

**Mme Véronique Louwagie.** Monsieur le Premier ministre, le solde du commerce extérieur pour le mois de novembre dernier est de moins 9 milliards d'euros. Sur douze mois, le déficit cumulé s'élève à 77,6 milliards d'euros. C'est un montant colossal, jamais vu ; le constat est sans appel.

Alors que le Gouvernement nous parle de compétitivité et de réindustrialisation, le pays affiche son pire déficit commercial jamais atteint. Bien sûr, il y aura toujours des circonstances atténuantes que le Gouvernement voudrait faire valoir : la covid, l'envolée des prix des matières premières ou de l'énergie. Mais ces arguments ne tiennent pas. Preuve en est, l'Allemagne, qui subit ces mêmes phénomènes, enregistre des excédents commerciaux records et affiche un solde commercial historiquement haut en novembre. Et, sans parler de l'Allemagne, d'autres pays qui, comme la France, ne disposent pas de ressources en hydrocarbures – qu'il s'agisse de la Finlande, de l'Italie ou des Pays-Bas – exportent plus qu'ils n'importent.

Ce déficit, c'est l'échec de votre politique industrielle : les vrais chiffres relatifs à notre industrie sont catastrophiques et, depuis 2017, la balance commerciale n'a cessé de se dégrader – notre balance agricole est même devenue déficitaire. Ce déficit rappelle au monde nos vulnérabilités sur le plan économique et menace les emplois de nos enfants et de nos petits-enfants.

Monsieur le Premier ministre, je poserai une seule question qui intéresse les Français : durant ce quinquennat, pourquoi avoir laissé à ce point notre économie, notre industrie et notre agriculture s'affaiblir ?  
*(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – M. Jean-Louis Bricout applaudit également.)*

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie.

**Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie.** Vous avez raison, le dernier chiffre du déficit commercial du mois de novembre 2021 tranche avec les bons indicateurs économiques relatifs à l'emploi et à la croissance. Cela pour deux raisons conjoncturelles : la première, que vous avez mentionnée, est la croissance du coût de l'énergie et des matières premières qui surenchérit le prix de nos importations ; la seconde est la reprise économique, plus forte en France que dans les autres pays européens, ce qui augmente également le coût des importations.

Vous avez raison sur un point : cette situation est structurelle, elle est l'héritage de trente ans de capitulation industrielle (*Protestations sur les bancs des groupes LR et SOC*) et chacun ici y a pris un peu sa part.

**M. Jean-Louis Bricout.** Oh là là !

**Mme Agnès Pannier-Runacher**, *ministre déléguée*. En effet, il est facile de clamer qu'il faut exporter après avoir prôné des entreprises sans usine dans les années où vous étiez aux affaires (*Protestations sur les bancs du groupe LR. – M. Gaël Le Bohec applaudit*) ; il est facile de demander plus d'usines après avoir été à l'origine d'impôts records sur la production et d'une augmentation record de la fiscalité. Vous le savez parfaitement, c'est pour cette raison que la France a été le pays où on a le plus délocalisé en Europe.

Depuis cinq ans, sous l'égide du Président de la République, nous travaillons à redresser la situation. Des décisions courageuses ayant permis de baisser la fiscalité du capital et des entreprises (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), de simplifier les démarches administratives et de réformer le code du travail ont été prises par cette majorité. Si vous l'aviez fait, nous aurions pu gagner dix ans, mais vous n'en avez pas eu le courage. (Mêmes mouvements.)

Or notre politique porte ses fruits. Cela prendra du temps car il n'est pas aisé de réindustrialiser notre pays. En attendant, vous pouvez constater qu'en 2020, nous ouvrons deux fois plus d'usines que nous n'en fermons ; c'est la première fois que nous avons ce résultat depuis que nous réalisons ce suivi statistique. Nous devons aller plus loin pour rétablir notre position à l'export et nous le ferons, notamment grâce au plan France 2030, car nous avons enfin une politique industrielle digne de ce nom. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. - Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

**M. le président.** La parole est à Mme Véronique Louwagie.

**Mme Véronique Louwagie.** La croissance et les chiffres de l'emploi dont vous nous parlez ne sont tirés que par la dette que vous laissez aux Français (*Approbaton sur quelques bancs du groupe LR*) et par nos importations. Vos choix des cinq dernières années sont aussi très discutables : démanteler le nucléaire français n'a-t-il pas aujourd'hui pour conséquence d'importer de l'énergie issue, par ailleurs, de centrales à charbon ? Pourquoi avoir refusé durant le quinquennat toutes nos propositions liées à la transmission des entreprises, qui auraient permis d'aider leur développement et ainsi favoriser la création d'entreprises de taille intermédiaires – ETI ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Véronique Louwagie](#)

**Circonscription :** Orne (2<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4685

**Rubrique :** Commerce extérieur

**Ministère interrogé :** Industrie

**Ministère attributaire :** Industrie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [12 janvier 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 janvier 2022](#)